



ARRÊTÉ MUNICIPAL

| | |
|---------------|---|
| <u>Numéro</u> | REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION PIETONNE 36 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE TRAVAUX DE VOIRIE |
| 2024-150 | CRÉATION D'UNE BOÎTE DE BRANCHEMENT D'UN REGARD EU (sur tuyau existant, situé en limite de la propriété) |

Le Maire de la Commune de Soisy-sur-Seine,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route, et notamment ses articles R 411-8, R 411-25 et R 417-1

Vu le Code Pénal, et notamment ses articles R 610.5, et R 644-2-1,

Vu le Décret n°86.475 du 14 mars 1986, relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du Code de la Route,

Vu le Décret 2022-185 du 15 février 2022,

Vu la Loi 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu l'Instruction Interministérielle du 15 juillet 1974 : arrêté du 18 juillet 1974, arrêté du 6 novembre 1992, concernant la signalisation temporaire,

Vu la demande en date du 29/08/2024 par laquelle la société SARL ABTP, sise 25 Bis Rue de Flandre - 91130 RIS-ORANGIS, demande l'autorisation de Voirie afin d'occuper le domaine public, dans le cadre de la création d'une boîte de branchement d'un regard EU sur tuyau existant, situé en limite de la propriété, pour le compte de Madame Laurence FOUQUERAY,

Considérant l'avis favorable émis par l'ESSONNE LE DEPARTEMENT en date du 02/09/2024, relatif au Dict N°2024082926115S en date du 29/08/2024,

Considérant la nécessité de réglementer le stationnement et la circulation piétonne au 36 Boulevard de la République, en raison desdits travaux de Voirie.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La société SARL ABTP est autorisée à occuper le domaine public au 36 Boulevard de la République en raison desdits travaux de Voirie.

ARTICLE 2 : Les travaux auront lieu sur une journée entre le lundi 09/09/2024 et le lundi 21/10/2024, de 9h00 à 17h00.

ARTICLE 3 : Le stationnement sera interdit et gênant au droit du chantier. Le non-respect de cette interdiction pourra donner lieu à l'établissement d'un procès-verbal de contravention et susceptible d'entraîner la mise en fourrière du véhicule.

ARTICLE 4 : Lors des travaux, les circulations automobile et bus ne seront pas interrompues. La vitesse sera limitée à 30 km / h.

La circulation piétonne sera déviée en amont et en aval du chantier. Des sanctions seront appliquées à l'encontre de la société SARL ABTP, si le chantier s'avérait dangereux pour les piétons.

Tout courrier doit être adressé à Monsieur le Maire.

ARTICLE 5 : La signalisation du chantier, la mise en sécurité obligatoire des piétons, ainsi que l'affichage du présent arrêté sur les lieux des travaux et de façon visible, sont à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise **SARL ABTP**. Les dispositifs de signalisation temporaire de chantier ne seront retirés qu'une fois l'opération totalement achevée et réceptionnée.

ARTICLE 6 : Les travaux ne pourront débuter qu'une fois les formalités d'affichage de l'arrêté accomplies.

ARTICLE 7 : Un état des lieux, avant et après travaux sera réalisé par les services techniques de la Mairie de Soisy-sur-Seine.

ARTICLE 8 : Les procès-verbaux des infractions à la police de conservation du domaine public routier, dressés par les agents municipaux assermentés, seront transmis le cas échéant, au Procureur de la République, conformément à l'article L 116.3 du Code de la Voirie Routière.

ARTICLE 9 : Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours contentieux formé par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief, dans les deux mois à partir de son affichage en Mairie. Le recours doit être introduit auprès du Tribunal Administratif de Versailles. Ces personnes peuvent également saisir le Maire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit être alors formé dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

ARTICLE 10 : Monsieur le Maire de Soisy-sur-Seine, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud, Monsieur le Président du Conseil Départemental, les autorités administratives et agents de la force publique, la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs et sur les panneaux prévus à cet effet.

Fait à Soisy-sur-Seine, le 03/09/ 2024.

LE MAIRE



Jean-Baptiste ROUSSEAU

APPLICATION DU C.G.C.T.
PUBLIÉ OU NOTIFIÉ LE :

9 SEP. 2024

LE MAIRE CERTIFIE LE CARACTÈRE
EXÉCUTOIRE DE CET ACTE À COMPTER DU :

9 SEP. 2024

Le MAIRE

Jean-Baptiste ROUSSEAU

